



DOSSIER DE PRESSE

18 décembre 2013

Assemblée nationale, Hôtel de Lassay

Remise des prix du concours *S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition* *Territoires rénovés - Territoires d'innovation*

Claude Bartolone,

Président de l'Assemblée nationale

a le plaisir de vous inviter à la cérémonie
de remise des prix du concours
« S'engager pour les quartiers

en présence de

Michel Delebarre,
Ancien ministre d'Etat,
Président de l'ANRU

Pierre Mongin,
Président Directeur Général de la RATP,
vice-Président de FACE

François Lamy,

Ministre délégué chargé de la ville

En partenariat avec :



Communication médias : Claude Lisbonis / CLC - +33 01 42 02 17 40 - 06 20 67 18 66
sengagerpourlesquartiers@claudelisbonis.com



Le concours S'engager pour les quartiers récompense chaque année des projets contribuant durablement au développement économique et à la cohésion sociale des quartiers.

Les projets sélectionnés sont co-construits avec les acteurs locaux, garantissant ainsi leur solidité et leur pérennité. Ils sont également primés pour leur exemplarité, leur impact économique et social.

A l'initiative de FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) et de l'ANRU (l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ce concours d'innovation économique et sociale est co-organisé par l'Acse (Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des Chances), l'Union Sociale pour l'Habitat, GDF SUEZ et Terre Plurielle - Fondation d'entreprise de Bouygues Construction, le Fonds Social Européen apportant son soutien.

Pour cette 3^e édition, la Fondation Macif a rejoint les partenaires pour aider au déploiement dans les quartiers des projets primés, et accompagner les lauréats des deux précédentes éditions du concours dans la concrétisation et le développement de leur structure. Une étude-action visant à modéliser et essayer les projets est en cours.

Le 29 octobre 2013, le jury national, composé de représentants des partenaires du concours, a examiné les 187 dossiers déposés par les collectivités locales, associations, entreprises et établissements publics, installés dans l'un des 490 quartiers rénovés ou en cours de rénovation urbaine par l'ANRU.

12 candidats ont été nominés.

Le 18 décembre à l'Assemblée nationale, le Grand Jury désigne 4 lauréats, parmi les 12 nominés.

Chacun des lauréats sera récompensé par une dotation de 10 000 euros :

- le Prix « Innovation sociale et sociétale » parrainé par GDF SUEZ,
- le Prix « Création d'activité et développement économique » parrainé par l'Acse,
- le Prix « Insertion professionnelle » parrainé par Terre Plurielle - Fondation d'entreprise de Bouygues Construction,
- le Prix « Vie quotidienne et lien social » parrainé par l'Union sociale pour l'habitat.

Le Grand Prix, sélectionné parmi les 4 lauréats, recevra de l'ANRU 10 000 euros supplémentaires.

Dossier de presse — Sommaire

- Liste des 12 nominés_____	P. 3
- Le Grand jury_____	P. 4
- Les partenaires_____	P. 5
- Portraits des 12 nominés_____	P. 8
- Les chiffres clés 2013_____	P.20
- Suivi et accompagnement des projets_____	P .21

Liste des 12 projets nominés

Prix « Innovation sociale et sociétale » Page 8 **parrainé par GDF SUEZ**

—> 3 nominés :

- **La Monnaie Autrement** (Chambéry (73), Rhône-Alpes)
pour « *l'Accorderie de Chambéry* »
- **La Maison des Aubépins** (Chalon-sur-Saône (71), Bourgogne)
pour « *la Bricothèque, Bricolez malin* »
- **Atelier Bricolage des Dervallières** (Nantes (44), Pays de la Loire)
pour « *la Ressourcerie des Dervallières* »

Prix « Création d'activité et développement économique » Page 11 **parrainé par l'Acisé**

—> 3 nominés :

- **Les Bureaux de Montreynaud** (Saint-Etienne (42), Rhône-Alpes)
pour « *le CAQ - Centre d'affaires de quartier labélisé* »
- **Social square** (Dunkerque (59), Nord-Pas-de-Calais)
pour « *Co-Group, groupement d'entreprises sociales* »
- **Assise Orne, Régie des quartiers alençonnaise** (Alençon (61), Basse-Normandie)
pour « *des services dédiés à l'insertion sociale et professionnelle* »

Prix « Insertion professionnelle » Page 14 **parrainé par Terre Plurielle, fondation d'entreprise de Bouygues Construction**

—> 3 nominés :

- **Voiture & Co Hauts-de-Seine** (Nanterre (92), Ile-de-France)
pour « *Bougez vers l'emploi !* »
- **LFM Radio** (Mantes-la-Jolie (78), Ile-de-France)
pour « *Codes Emploi. Comprendre les codes de l'entreprise* »
- **Des Femmes en Fil** (Nantes (44), Pays de la Loire)
pour « *l'atelier-boutique éthique et solidaire* »

Prix « Vie quotidienne et lien social » Page 17 **parrainé par l'Union sociale pour l'habitat**

—> 3 nominés :

- **Ecole de la paix** (Grenoble (38), Rhône-Alpes)
pour « *prévenir les violences et agir pour la citoyenneté* »
- **11Bouge** (Carcassonne (11), Languedoc-Roussillon)
pour « *Quartiers en fête - Festival itinérant et gratuit* »
- **Rues et Cités** (Montreuil (93), Ile-de-France)
pour « *lutter contre l'illectronisme* ».



Le Grand Jury

mercredi 18 décembre 2013 — 14h30 / 16h30
Assemblée nationale – Hôtel de Lassay

Pierre Sallenave, Directeur général de l'ANRU - Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Vincent Baholet, Délégué général de FACE - Fondation Agir contre l'Exclusion

Thierry du Boutiez de Kerorguen, conseiller développement économique auprès du Ministre délégué chargé de la Ville, François Lamy

Marie Colou, Conseillère sociale du Président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone

Laurence Girard, Directrice générale, Acsé - Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances

Béatrix Mora, Directrice du service des politiques urbaines et sociales, Union sociale pour l'habitat

Quentin d'Epenoux, Délégué général, Terre Plurielle - Fondation d'entreprise de Bouygues Construction

Jacques Spelkens, Chef du département Développement des Territoires et Réseaux RSE, Direction des Ressources Humaines Groupe, GDF SUEZ

Bernard Helle, Délégué général de l'IMS

Membres consultatifs

Laurent Doré, Directeur Animation et Appui aux acteurs de la rénovation urbaine, ANRU

Laurence Cussac, Directrice de la Coordination stratégique, Fondation FACE



Les partenaires

L'ANRU / Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Près de 5 millions d'habitants vivent dans des zones urbaines sensibles ou dans des quartiers d'habitat ancien dégradé. L'ANRU met en œuvre des programmes de rénovation urbaine afin de transformer leurs conditions de vie. A travers le Programme National de Rénovation Urbaine (45 milliards d'euros d'investissements publics et privés) et le Programme Quartiers Anciens, l'ANRU intervient sur les logements, les espaces publics, les équipements scolaires, les crèches, les commerces, les centres multi-activités... L'ANRU développe également des actions en faveur de l'insertion par l'emploi, et agit pour le développement des internats d'excellence et de la culture scientifique. Dans 490 quartiers, partout en France, la ville change et la vie s'améliore. www.anru.fr

La Fondation FACE / Fondation Agir Contre l'Exclusion

Créée en 1993, à l'initiative de Martine Aubry, avec 13 Grands Groupes, la Fondation FACE est aujourd'hui présidée par Gérard Mestrallet, P-dg de GDF SUEZ. C'est un réseau national de 38 clubs locaux d'entreprises qui participent à la prévention et à la lutte contre l'exclusion, les discriminations et la pauvreté en apportant leurs compétences d'acteurs économiques. FACE conduit ses actions en partenariat avec l'Etat, les collectivités territoriales et les acteurs associatifs et institutionnels locaux. Reconnue d'utilité publique, la Fondation rassemble et mobilise aujourd'hui plus de 4 000 entreprises locales et nationales, grands groupes et PME, souhaitant s'inscrire dans une relation dynamique avec leur environnement. Dans chaque champ d'intervention de la Fondation, des actions sont animées par les Clubs locaux, avec la participation active des entreprises et de leurs salariés: parrainage, parcours qualifiant, insertion par le sport et la culture, raccrochage scolaire, orientation métiers, actes de médiation sociale, accompagnement diversité des entreprises, accompagnement des collectivités, animation des ZFU, mécénat de solidarité. Ce sont autant de moyens pour lutter contre les inégalités sociales en France. www.fondationface.org

Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des chances / Acsé

Depuis sa création en 2006, l'Acsé est chargée de la conduite et du financement des actions menées en faveur de la cohésion sociale et de l'égalité, dans le cadre de la politique de la ville, ainsi que des actions de prévention de la délinquance et des discriminations. Son objectif essentiel est d'améliorer chaque jour la vie des habitants des quartiers de la politique de la ville. Aujourd'hui la politique de la ville ne peut s'envisager sans une approche sociale ambitieuse, sans une dynamique rassemblant les institutions publiques et privées, les acteurs de terrain, les élus et les habitants L'agence finance quelque 30 000 actions locales dans des domaines divers : éducation, emploi, culture, logement... . Partenaire du concours « *S'engager pour les quartiers* », elle parraine le prix pour la « création d'activité et développement économique ». www.lacse.fr

Citation - extraite de l'émission LCP du 11/12/2012

Naïma Charai, présidente du conseil d'administration de l'Acsé : « *Cette opération contribue à réinvestir les quartiers en soutenant les actions permettant la participation des habitants. Je reste convaincue que c'est au niveau local, au plus près des habitants, que les succès se construisent durablement dans le champ de la politique de la ville.* »

L'Union sociale pour l'habitat

L'Union sociale pour l'habitat représente quelque 760 organismes Hlm à travers ses cinq fédérations (la Fédération des Offices publics de l'habitat, les Entreprises sociales pour l'habitat, la Fédération nationale des Sociétés coopératives d'Hlm, l'Union d'économie sociale pour l'accèsion à la propriété et la Fédération nationale des Associations régionales d'organismes d'habitat social). Elle remplit trois missions : un rôle de représentation nationale ; une mission de réflexion, d'analyse et d'étude sur tous les dossiers relatifs à l'habitat ; une fonction d'information, de conseil et d'assistance auprès des organismes. Les organismes Hlm détiennent et gèrent 4,2 millions de logements et logent plus de 10 millions de personnes.

Dans les quartiers rénovés, les organismes Hlm s'attachent à contribuer à la poursuite de la dynamique positive qui a été engagée. Au-delà de l'amélioration de la qualité de l'habitat, ils participent avec les partenaires locaux à la gestion et au développement économique et social des quartiers. Dans ce sens, l'Union sociale pour l'habitat s'est associée dès 2012 au concours « S'engager pour les quartiers » en parrainant le prix « Vie quotidienne et lien social ».

Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat : *"On peut mesurer sur le terrain, les effets du renouvellement urbain : pour l'intégration du quartier, pour la qualité de vie des personnes qui y résident et qui gagnent en citoyenneté, en tant qu'acteurs de leurs quartiers. Les résultats sont probants : ils deviendront emblématiques d'une démarche à généraliser. Le concours "S'engager pour les quartiers" permet de repérer des initiatives innovantes, de les faire connaître et de favoriser leur démultiplication".*

Terre Plurielle, fondation d'entreprise de Bouygues Construction

En lançant sa fondation d'entreprise Terre Plurielle en 2008, Bouygues Construction a souhaité placer les enjeux sociaux et sociétaux au cœur de sa stratégie afin de participer de façon pérenne et mobilisatrice à la vie économique et sociale des territoires.

Terre Plurielle apporte son soutien financier à des projets parrainés par des collaborateurs de Bouygues Construction pour favoriser l'accès à la santé, l'éducation et l'insertion de populations en difficulté, en France et à l'international. Elle a aujourd'hui déjà financé plus de 100 projets dans 20 pays. Son implication dans le concours « S'engager pour les quartiers » s'inscrit pleinement dans un des domaines d'intervention privilégié par la fondation : l'insertion. Ainsi, la fondation a souhaité nouer un partenariat stratégique avec FACE et l'ANRU pour approfondir son intervention pour l'inclusion, l'égalité et la dignité pour tous. Elle parraine le prix « insertion professionnelle » pour soutenir des entreprises ou des associations qui agissent en faveur de l'insertion professionnelle des personnes en difficulté. **www.terreplurielle.org**

Citation - extraite de l'émission LCP du 11/12/2012

Quentin d'Epenoux, délégué général de Terre Plurielle : *« L'insertion est extrêmement importante pour Bouygues Construction et pour sa fondation. Nous soutenons 25% de projets en lien avec l'insertion, dans une approche globale, parce que celle-ci a un impact aussi sur : la mobilité, les problèmes de surendettement, et les problématiques sociales... »*

GDF SUEZ

L'un des premiers énergéticiens au niveau mondial, GDF SUEZ est présent sur l'ensemble de la chaîne de l'énergie, dans l'électricité, le gaz naturel et les services énergétiques. GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux et mobilise pour réaliser ces projets ses 219 300 collaborateurs aux côtés des populations dans tous les pays du monde où le Groupe est implanté. Acteur engagé et responsable, le Groupe prend une part active au développement des territoires où il est présent.

S'impliquer en faveur des clients démunis, contribuer à lutter contre la précarité énergétique, favoriser l'accès à l'emploi, éviter toute forme de discrimination... GDF SUEZ est investi dans la lutte contre l'exclusion et les discriminations et soutient la Fondation FACE dont Gérard Mestrallet est le Président. GDF SUEZ est partenaire du concours « S'engager pour les quartiers » et parraine le prix « Innovation sociale et sociétale ». www.gdfsuez.com

Citation - extraite de l'émission LCP du 11/12/2012

Gérard Mestrallet, P-dg de GDF SUEZ : « *Nous essayons de faire connaître les meilleures pratiques pour qu'elles soient multipliées dans d'autres villes, dans d'autres quartiers. Je crois qu'ainsi nous aurons apporté une petite pierre à la rénovation urbaine et au tissu social et urbain dans les quartiers.* »

Fondation Macif

La Macif, assureur mutualiste, crée en 1993 sa Fondation afin de promouvoir une solidarité active et concrète et appuyer des initiatives favorisant l'accès à l'autonomie, la responsabilité, la connaissance, la citoyenneté des personnes, tant en France qu'en Europe.

La Fondation Macif s'est d'abord attachée à soutenir et promouvoir l'économie sociale par le financement d'initiatives, et s'est engagée dès 2009 dans l'innovation sociale pour tenter d'apporter des réponses crédibles et nouvelles aux besoins sociaux non satisfaits.

En France, la Fondation Macif contribue plus spécifiquement à la reconstruction du lien social grâce à la mise en place de dispositifs territoriaux d'insertion par l'activité économique et au développement d'une économie solidaire aux côtés d'acteurs sociaux. Mobilité, énergies, biodiversité, gestion des déchets, alimentation... la Fondation Macif fait le choix de mettre un accent particulier sur les projets contribuant à la préservation de l'environnement tout en conservant pour finalité le mieux vivre des femmes et des hommes.

Dans ce sens, elle a décidé de s'impliquer dans le concours « *S'engager pour les quartiers* » aux côtés de la Fondation FACE, de l'ANRU, de l'Acisé, de l'USH, de GDF SUEZ et de Terre plurielle la Fondation d'entreprises de Bouygues construction.

www.fondation-macif.org





Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition
Territoires rénovés - Territoires d'innovation

Nominé 2013 du prix « Innovation sociale et sociétale »
Parrainé par GDF SUEZ

Rhône-Alpes, Chambéry (73) — Quartier : Les Hauts-de-Chambéry

Structure : La Monnaie Autrement – Association

Date de création de l'association : 2010 - Date de création du projet : 2011

Projet : l'Accorderie de Chambéry

L'Accorderie de Chambéry est portée par l'association La Monnaie Autrement. Créée à Chambéry en novembre 2010, l'association souhaite rendre à la monnaie sa fonction première de vecteur d'échanges en mettant en place de nouveaux outils monétaires dans une démarche d'économie sociale et solidaire.

Née de la triple rencontre entre l'association, le réseau des Accorderies de Québec et la Fondation Macif, l'Accorderie de Chambéry a vu le jour en novembre 2011. Elle repose sur un principe simple : proposer aux habitants de se regrouper pour échanger entre eux des heures de services, sur la base de leurs savoir-faire et ce, sans aucune contrepartie financière.

Sur l'ensemble de l'agglomération, 380 habitants sont actuellement « Accordeurs » qui créent et entretiennent du lien social via des échanges économiques non monétaires. Après une inscription gratuite, les adhérents ont accès, par internet ou par l'animatrice, à une base de données qui regroupe l'ensemble des offres ou des demandes de services. Les échanges de services individuels (tels que l'aide à la réparation d'un meuble ou la garde d'enfants) se font sur la base de 1 heure de service rendue = 1 heure de service offerte ; les échanges collectifs (sorties culturelles, conseils pour réduire sa consommation...) sont proposés par un accordeur qui souhaite toucher plusieurs personnes en même temps.

L'Accorderie implantée sur Les Hauts-de-Chambéry touche une grande diversité d'habitants et notamment des personnes en situation de précarité économique et d'exclusion sociale, en s'appuyant aussi sur des associations d'habitants dynamisées par la rénovation urbaine en cours. Elle se développe sur toute l'agglomération avec le soutien de ses partenaires : la Fondation Macif, la Ville de Chambéry, la Région Rhône-Alpes, ainsi que l'Acisé, le Secours catholique, la Régie de quartier, l'Union des Centres sociaux et culturels locaux...

Le fondement d'une Accorderie est l'implication forte des habitants dès la conception du projet. En partenariat avec des structures facilitant le maillage local, des Accorderies sont en émergence dans des quartiers d'autres villes. L'Accorderie de Chambéry leur apporte son appui et son expérience.

Contacts : La Monnaie Autrement

531 square Dr Zamenhof - 73000 Chambéry

lamonnaieautrement@gmail.com - www.accorderie.fr

- Marion Ducasse, coordinatrice-animatrice de l'Accorderie - T. 09 66 98 13 49
- Philippe Vachette, président de La Monnaie Autrement - T. 06 80 44 22 90

Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition

Territoires rénovés - Territoires d'innovation

Nominé 2013 du prix « Innovation sociale et sociétale »

parrainé par GDF SUEZ

Bourgogne, Chalon-sur-Saône (71) - Quartier : Les Aubépins

Structure : La Maison des Aubépins – Association

Date de création de l'association : 1986 – Date de lancement du projet : 2013

Projet : La Bricothèque – Bricolez malin !

La Bricothèque, implantée dans le quartier des Aubépins, offre une solution pratique, économique et écologique en matière d'outillage, aux habitants qui n'ont pas les moyens de faire appel à des artisans pour rénover leurs appartements. Fonctionnant comme une bibliothèque ou une médiathèque, elle met à disposition de ses adhérents des outils pour le bricolage, des conseils sur leur utilisation, des formations sur l'énergie, les produits respectueux de l'environnement... Son succès est dynamisé par la rénovation actuelle des bâtiments et des espaces publics du quartier, donnant envie aux habitants d'améliorer aussi leurs logements. Au service de tous, la Bricothèque contribue à développer de la solidarité et du lien social.

La Bricothèque a ouvert ses portes au printemps 2013 avec l'aide de l'association Active, pôle de l'économie solidaire qui s'est occupé du montage du projet. Elle est portée par l'association « Maison des Aubépins » (20 bénévoles) avec le soutien de la Maison de quartier des Aubépins (5 salariés) qui assure l'animation du réseau et du lieu (ouverture au public, gestion des prêts, formation des bénévoles...). Pour soutenir le projet, la Ville de Chalon-sur-Saône a mis à disposition un Adulte Relais ainsi qu'un local répondant aux critères nécessaires : prêts, essais d'outils, bricostages...

La force de ce projet tient au partenariat entre des structures complémentaires : collectivités locales (la Ville, le Grand Chalon et le Conseil Général), bailleurs (Logivie), entreprises de vente d'outils, ainsi que l'Ademe, EDF... La Fondation Batigère a financé l'acquisition d'outils professionnels solides et des particuliers ont fait don de matériel.

La Bricothèque est déjà un succès : sept mois après sa création, la Bricothèque enregistre 80 adhésions. 241 outils ont été empruntés permettant aux habitants d'économiser plus de 25 000 euros d'achats de matériel.

Les Bricothèques se développent dans les quartiers - dans la mesure où il s'y trouve une structure porteuse à l'écoute des habitants, un local adapté, le soutien de partenaires locaux, et l'implication des habitants.

Contacts : La Maison des Aubépins

8 rue du Pont de Fer - 71100 Chalon-sur-Saône

T. 03 85 46 61 27 – mq.aubepins@chalonsursaone.fr

- Pascal Terrier, directeur de la Maison de quartier des Aubépins - T. 06 77 15 90 88
pascal.terrier@chalonsursaone.fr
- Thérèse Bessette, présidente de l'association Maison des Aubépins - T. 06 81 92 42 65

Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition
Territoires rénovés - Territoires d'innovation

Nominé 2013 du prix « Innovation sociale et sociétale »
parrainé par GDF SUEZ

Pays de la Loire, Nantes (44) - Quartier impacté : Les Dervallières

Structure : Atelier Bricolage des Dervallières (ABD) – Association

Date de création de l'association : 1993 – Date de lancement du projet : 2014

Projet : *la Ressourcerie des Dervallières*

L'Atelier Bricolage des Dervallières (ABD), créé en 1993, œuvre pour l'insertion sociale et professionnelle d'habitants avec pour support principal la rénovation du logement et le bricolage. Elle leur apporte aide et conseil, et contribue ainsi à la rénovation urbaine en cours grâce aux 6 salariés et 12 bénévoles de l'association.

Aujourd'hui, l'ABD porte un nouveau projet : ouvrir la Ressourcerie des Dervallières en janvier 2014, un espace d'accueil dédié au réemploi et à la réutilisation des objets et des encombrants, générant des ressources pour les habitants du quartier. Ce projet part d'un triple constat. Les réhabilitations des logements amplifient les demandes d'aide de bricolage et d'aménagement dans les appartements. Par ailleurs, la Ville de Nantes et la Communauté urbaine ont une sérieuse difficulté à gérer le dépôt des encombrants sur l'espace public dans ce quartier. Enfin depuis 2012, l'arrivée de « l'util'O'bus », boutique solidaire itinérante de la Ressourcerie de l'île qui vient une fois par mois dans le quartier, rencontre un grand succès. A chaque permanence, des objets issus du réemploi sont proposés à la vente, et une rencontre est organisée sur le développement durable, l'habitat, le cadre de vie... Cependant, elle ne peut apporter d'objets imposants comme des meubles, ni collecter les encombrants réutilisables des habitants.

La Ressourcerie des Dervallières s'appuie sur le réseau national des Ressourceries, créé en 2000 et qui compte déjà plus de 50 structures. Elle proposera et assurera un service de proximité permanent et complet : des ateliers de bricolage, une collecte d'encombrants (Nantes Métropole et Ressourcerie de l'île), une revalorisation et le relooking des objets (La Luna) avec une boutique solidaire pour leur redistribution (Ressourcerie de l'île), des temps de sensibilisation à la consommation responsable (CLCV) et des actes de médiation entre les locataires et les bailleurs (CSF – CLCV).

Ce projet qui s'inscrit dans une démarche d'économie sociale et solidaire, va générer la création de trois emplois, dont 1 contrat d'avenir et 1 CUI-CAE (contrat unique d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi), avec priorité d'embauche pour les habitants du quartier. La transmission des savoir-faire favorisera l'insertion sociale et professionnelle d'une trentaine d'adultes et de jeunes en difficultés du quartier.

La Ressourcerie des Dervallières a déjà le soutien des collectivités locales - Ville de Nantes, Nantes Métropole, Conseil général de Loire-Atlantique -, et du bailleur, Nantes Habitat, pour la mise à disposition des locaux. Ce projet tire son originalité et sa force d'un collectif d'acteurs locaux très impliqués : la Ressourcerie de l'île, la Luna (collectif d'artistes), la CLCV (Consommation Logement et Cadre de Vie) et CSF (Confédération Syndicale des Familles).

Contacts : Atelier Bricolage des Dervallières

7 place des Dervallières - 44100 Nantes

T. 02 40 43 92 37 - atelierbricolage@wanadoo.fr - abd.bricoblog.fr

• Nicolas Colin, coordinateur - T. 06 81 66 70 26

• Said Karoui, chef de projet politique de la ville, quartier Dervallières - T. 06 75 66 74 40 -
said.karoui@mairie-nantes.fr

Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition
Territoires rénovés - Territoires d'innovation

**Nominé 2013 du prix « Création d'activité et développement économique »
parrainé par l'Acse**

Rhône-Alpes, Saint-Etienne (42) — Quartier : Montreynaud

Structure : Les Bureaux de Montreynaud - SCIC

Date de création de la structure et du projet : 2009

Projet : Le Centre d'Affaires de Quartier labélisé

Le constat récurrent de l'insuffisance de l'offre immobilière d'entreprise dans les quartiers sensibles, a conduit la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) à promouvoir un concept de Centre d'Affaires de Quartier (CAQ), inspiré d'une expérience réussie à Avignon depuis 1993, Economis. En 2009, une Charte a été élaborée par la CDC, en partenariat avec le Comité Interministériel des Villes, l'Acse et l'Union sociale pour l'habitat, pour garantir un nouveau type de centres d'affaires, à la manière du concept HLM, adapté aux attentes des entreprises hébergées et des quartiers en rénovation. Ainsi un CAQ, labélisé CDC, est porté par une société commerciale et implanté au cœur d'un quartier d'habitat social. Il propose des bureaux équipés et des services mutualisés (reprographie, standard téléphonique, internet...) et applique des conditions préférentielles aux entrepreneurs résidents du quartier. Il est signataire de la Charte de la diversité et se définit comme un acteur de la vie sociale et économique du quartier.

En 2009, la CDC a organisé une visite d'Economis pour les Stéphanois intéressés : la Ville de Saint-Etienne, le bailleur HLM, le Toit Forézien, et un entrepreneur en informatique de Montreynaud, Jean-Flavien Renard. Quelques mois plus tard, soutenus par l'URSCOP (Union régionale des sociétés coopératives) et la Région Rhône-Alpes, rejoints par le gérant d'Economis, ils créent la SCIC « Les Bureaux de Montreynaud » (LBM), opérationnelle en décembre. Le Toit Forézien a mis à disposition des locaux au pied d'une tour HLM et réalisé les travaux de rénovation. Les entrepreneurs, habitants de Montreynaud, bénéficient d'une remise sur les loyers de 30 %, financée par la Ville de Saint-Etienne.

Cette démarche est innovante car elle associe des partenaires privés et publics, alors que l'offre immobilière de petites surfaces professionnelles était soit publique (pépinières d'entreprises) soit privée (centres d'affaires classiques).

En 2013, la société affiche un bilan 2012 équilibré. Elle héberge 8 entreprises résidentes à plein temps, qui emploient une vingtaine de personnes, dont 5 du quartier, ainsi que 5 entreprises à temps partagé et 27 en domiciliation.

La SCIC a créé une première extension voisine de la tour, et ambitionne de gérer des centres d'affaires dans d'autres quartiers, ou des surfaces en diffus, pour le compte de bailleurs HLM, sans présence permanente, un peu à la manière de colocations. L'autre axe de développement vise à organiser une offre en réseau sur plusieurs villes, en regroupant sur Rhône-Alpes des centres d'affaires motivés par le concept et les valeurs du label CAQ. Un pôle de services mutualisés, répondant aux besoins locaux des entreprises clientes doit voir le jour en 2014, avec comme première étape l'ouverture de salles de visioconférence.

Contact : Les Bureaux de Montreynaud

2 Allée Giacomo Puccini, 42000 Saint-Etienne

T. 09 72 13 13 17 – contact@lbm42.com - www.les-bureaux-de-montreynaud.com

• Jean-Flavien Renard, gérant - T. 06 76 92 49 76 – jf.renard@lbm42.com

Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition
Territoires rénovés - Territoires d'innovation

**Nominé 2013 du prix « Création d'activité et développement économique »
parrainé par l'Acse**

Nord-Pas-de-Calais, Dunkerque (59) — Quartier : Jeu de Mail

Structure : Social Square – SCI

Date de création de Social Square : 2012 – Date de lancement du projet : 2014

Projet : Co-Group, groupement d'entreprises sociales

Le projet du Co-Group part d'un double constat. D'une part, il n'existe pas sur Dunkerque des espaces de travail éco-responsables proposant des solutions souples pour les petites entreprises, les télétravailleurs et consultants, forcés d'exercer leurs activités chez eux ou dans l'isolement. D'autre part, les collectivités locales souhaitent redynamiser le territoire en accompagnant la rénovation urbaine des quartiers par la création d'activités économiques.

Un réseau d'entrepreneurs sociaux s'est constitué et propose un projet global avec trois grands types d'activités : Work&Co, Kids&Co et Coffee&Co.

Work&Co offrira un ensemble de services de qualité aux professionnels développant le coworking : espaces de travail et de réunions, de stockage et d'événements, formations, animations... Pour les particuliers, Kids&Co sera une crèche solidaire où la garde d'enfants s'accompagnera d'un programme pédagogique innovant. Enfin pour tous, Coffee&Co sera un bar à café solidaire et équitable.

Co-group participera à l'insertion professionnelle des habitants du quartier : il est prévu la création de 8 postes dont 2 en insertion sur un horizon de trois ans.

Ce projet a reçu dès le départ le soutien de collectivités locales : la Ville de Dunkerque et la Communauté urbaine, d'associations : l'AFEJI Littoral Est (Service d'aide à la mobilité), Entreprendre Ensemble, BGE Flandre Création, Nord Actif et Dunkerque Promotion. Et pour le volet immobilier, un investisseur privé participe à la rénovation du bâtiment situé dans le quartier du Jeu de Mail, en cours de rénovation urbaine.

L'ambition du Co-Group est bien de redynamiser le tissu économique, l'innovation et la responsabilité sociétale du territoire, de donner du sens à l'entrepreneuriat, dans une démarche de social business et d'économie sociale et solidaire. La volonté d'« Entreprendre autrement dans le respect de tous » implique la mise en place d'une gouvernance participative et des écarts de salaires limités entre les dirigeants et les employés. Les bénéficiaires seront investis dans le développement de l'emploi et des projets d'entrepreneuriat social.

Ce projet peut se développer dans tous les quartiers, s'ils sont bien desservis par les transports en commun, condition prioritaire pour l'implantation des entreprises.

Contacts : Social Square et Co-Group

116 rue Buffon - 59210 Coudekerque-Branche

- Pierre Bataille, co-fondateur - T. 06 99 00 28 01 – pierre@worketco.fr - www.worketco.fr
- Vincent Leignel, adjoint au maire de Dunkerque, chargé de l'urbanisme et de la politique foncière
T. 06 85 13 11 71 - vleignel@ville-dunkerque.fr

Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition
Territoires rénovés - Territoires d'innovation

**Nominé 2013 du prix « Création d'activité et développement économique »
parrainé par l'Acse**

Basse-Normandie, Alençon (61) — Quartiers : Perseigne, Courteille

Structure : Assise Orne - Régie des quartiers alençonnaise - Association

Date de création de l'association : 1995 – Date de lancement du projet : 2010

Projet : Des services dédiés à l'insertion sociale et professionnelle

La Régie des quartiers alençonnaise a été initiée par la Ville d'Alençon en 2009 pour accompagner le programme de rénovation urbaine. Implantée au cœur du quartier Perseigne (où 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté), la Régie a pour vocation prioritaire la création d'activités économiques, l'insertion sociale et professionnelle et la lutte contre l'exclusion. Elle a le soutien des collectivités locales, des bailleurs sociaux, des associations locales. Des habitants sont membres de droit du Conseil d'administration. Avec 12 salariés et de nombreux bénévoles, elle développe une offre de services pour les habitants des quartiers au travers d'activités marchandes ou pas.

Le restaurant « Aux Goûts d'Ici et d'Ailleurs » a l'agrément Entreprise d'Insertion et emploie des habitants du quartier. Avec une carte multiculturelle, il s'est fait une solide réputation et reçoit une clientèle du centre-ville. Il organise aussi un service de traiteur, des ateliers cuisine pour les habitants du quartier, des soirées thématiques... Plus de 6 500 repas ont été servis en 2013.

Le « service d'interprétariat social » accompagne les personnes d'origine étrangère maîtrisant pas ou mal le français et leur facilite la communication avec les institutions. Six interprètes, salariés de la Régie à temps partiel, sont encadrés par une coordinatrice technique.

Un « écrivain public », salarié à temps plein de la Régie, assure des permanences hebdomadaires dans tous les quartiers. Il rédige les courriers personnels ou administratifs, et donne la parole aux habitants dans des ateliers d'écriture collectifs et réalise des récits de vie pour les habitants « d'ici et d'ailleurs ».

Le « service éco-événementiel », pour sensibiliser aux pratiques éco-citoyennes, gère un service de prêt gratuit de vélos et loue du matériel recyclable : toilettes sèches et vaisselle réutilisable...

Le « service amélioration du cadre de vie et écocitoyenneté », pour améliorer les espaces publics et privés, participe à l'entretien des quartiers et informe sur les bonnes pratiques : développement du compostage (en lien avec l'Ademe et la Communauté urbaine), sensibilisation aux économies d'énergie en partenariat avec le Conseil Général de l'Orne, la Communauté urbaine et ERDF.

Depuis 2010, 31 personnes ont été embauchées, toutes issues des quartiers. 12 postes supplémentaires seront créés d'ici fin 2014.

Au-delà de leurs objectifs de dynamisation économique, d'insertion professionnelle et de mixité sociale, ces activités modifient en profondeur la représentation du quartier. La Régie a l'ambition de les diversifier encore avec une offre de restauration délocalisée sur les événements grand public, la gestion d'un éco-appartement, des services de correspondants de nuit et d'agents d'ambiance, l'animation d'un café citoyen... et de toucher un plus grand nombre de quartiers.

Contacts : Assise Orne - Régie des quartiers alençonnaise

2 rue Michelet - 71000 Alençon

T. 09 65 30 48 77 – assise.orne@gmail.com - www.auxgoutsdicietailleurs.com

• Florence Jolivet, directrice - T. 06 31 17 54 82

• Gérard Charbonneau, administrateur délégué aux projets de développement - T. 06 43 73 06 91
charbonneau.gerard@wanadoo.fr

Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition
Territoires rénovés - Territoires d'innovation

Nominé 2013 du prix : « Insertion professionnelle »
parrainé par Terre Plurielle, fondation d'entreprise de Bouygues Construction

Ile-de-France, Nanterre (92) — Quartiers ANRU des Hauts-de-Seine

Structure : Voiture & Co Hauts-de-Seine - Association

Date de création de la structure : 1993 – Date de lancement du projet : 2013

Projet : Plateforme mobilité - Bougez vers l'emploi !

La Plateforme Voiture & Co des Hauts-de-Seine, avec 10 salariés, via son action « Bougez vers l'Emploi ! » propose de nouvelles solutions de mobilité pour garantir l'accès et le maintien à l'emploi. Sur la base de Bilan de Compétences Mobilité personnalisé, elle propose ses services aux habitants des quartiers sensibles du département des Hauts-de-Seine, rénovés ou en cours de rénovation. Un diagnostic réalisé en 2010 avait montré que ce département, bien que disposant d'un réseau de transports de qualité, ne parvient pas à combler certaines problématiques : amplitudes horaires non couvertes (en lien avec des métiers en tension et en horaires décalés), correspondances obligeant trop souvent les usagers à repasser par Paris et desserte de certaines zones d'activité insuffisante. Ce projet accompagne la dynamique de rénovation des quartiers en participant à leur désenclavement.

Les conseillers en mobilité se charge de diagnostiquer les freins à la mobilité rencontrés par le bénéficiaire et de l'orienter vers les services adaptés : ateliers pédagogiques pour acquérir de nouvelles compétences en termes de repérage (lecture de carte, utilisation des outils internet...) ; ateliers pour « se déplacer mieux à moindre coût » ; atelier de sécurité routière pour les jeunes ; apprentissage du vélo pour les femmes... Pour les besoins de mobilité immédiats, Voiture & Co met à disposition des vélos (1 €/jour et 150 € de caution non encaissée), des vélos à assistance électrique (1 €/jour et 200 € de caution) et des scooters électriques (3 €/jour et 243 € de caution). L'association offre aussi un service de réparation pour les voitures (main d'œuvre à 42 €/heure et pièces à prix coûtant). Plus concrètement, Voiture & Co favorise le rapprochement employeurs-demandeurs d'emplois en garantissant leur mobilité notamment via Pole Emploi.

Ce projet repose sur la sensibilisation et la mobilisation des collectivités locales, des acteurs de l'emploi et des employeurs. Sont partenaires : Pôle Emploi, la Mission locale, les associations locales... la ville de Nanterre, la Région Ile-de-France, la direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS), le Fonds Social Européen, Renault via le programme Mobiliz, la Macif, et Total qui apporte un savoir-faire et de l'ingénierie.

Après Nanterre, la Plateforme Voiture & Co des Hauts-de-Seine ouvre une antenne sur le Sud du Département. L'innovation du projet est sa capacité à se dupliquer en adaptant l'offre de services aux quartiers concernés, dans une logique de développement local.

Au niveau national, Voiture & Co est une association du groupe SOS, avec 80 salariés, 15 plateformes implantées dans 13 départements et 6 plateformes en développement. Chaque plateforme accompagne annuellement 1 000 à 1 200 personnes, dont 54 % retrouvent et se maintiennent dans l'emploi. 280 bénévoles réalisent près de 300 actions de sensibilisation à la sécurité routière touchant plus de 300 000 jeunes.

Contact : Voiture & Co - Plateforme des Hauts-de-Seine

33 bd des Provinces françaises - 92000 Nanterre

T. 01 47 24 04 04 – president@voitureandco.com

• Pierre-Jean Petit, directeur - 06 58 25 04 32 - ppetit@voitureandco.com



Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition

Territoires rénovés - Territoires d'innovation

Nominé 2013 du prix « Insertion professionnelle »

parrainé par Terre Plurielle, fondation d'entreprise de Bouygues Construction

Ile-de-France, Mantes-la-Jolie (78) — Quartier : Val Fourré

Structure : LFM RADIO – Association

Dates de création de l'association : 2009 – Date de lancement du projet : Juin 2010

Projet : Codes Emploi, pour comprendre les codes de l'entreprise

Code Emploi est une action, organisée par LFM Radio, d'un genre totalement nouveau pour aider les jeunes adultes à s'insérer dans le monde du travail. L'association leur fournit un accompagnement personnalisé. Mais à la différence d'une formation théorique classique, elle les prépare aux « codes » de l'entreprise. Elle fait intervenir des experts de l'emploi pour assimiler et mettre en pratique les « codes » du monde du travail. Chef d'entreprise, DRH, coachs en image et journalistes professionnels se mobilisent pour transmettre aux participants leur expérience et les références indispensables au monde du travail.

Créée en 2009, par la Radio associative LFM 95.5 (40000 auditeurs/jours 40km autour de Mantes) en collaboration avec le Conseil général des Yvelines, Codes Emploi est soutenue par l'Acse, la préfecture des Yvelines (Mission Ville), ainsi que des entreprises et associations. Les locaux de LFM Radio sont prêtés par Mantes Habitat à titre gracieux.

L'association, avec 11 salariés et 17 bénévoles, a déjà profité à plus 200 bénéficiaires depuis son lancement en 2010. Dès le lancement, en cinq mois de coaching, sur une cinquantaine de jeunes âgés de 16 à 25 ans issus des quartiers du Mantois et des Mureaux, 80 % ont décroché un emploi dont neuf en CDI.

Codes Emploi travaille avec les jeunes sur dix semaines : coachings, tournage d'un CV, simulation d'entretiens d'embauche avec de véritables professionnels... Une conseillère en insertion est également à disposition sans rendez-vous deux après-midi par semaine. De plus, le processus d'accompagnement permet de s'assurer que l'intégration du bénéficiaire dans l'emploi et dans l'entreprise soit bien sur une dynamique positive. L'association organise des points de suivi à minima une fois par mois. Le référent reste en relation avec le bénéficiaire pendant les 6 premiers mois de son embauche, dans une relation de confiance. Codes Emploi travaille aussi en contact direct avec l'employeur afin de mettre en place des actions correctives si nécessaire, et prioritairement durant la période d'essai.

Etape en cours : coacher durant trois mois une cinquantaine de bénéficiaires du RSA. L'ambition de l'association est d'étendre Codes Emploi aux autres quartiers sensibles du département et notamment à Chanteloup-les-Vignes puis sur d'autres régions.

Contacts : LFM Radio

40 Boulevard Georges Clémenceau - 78200 Mantes-la-Jolie

T. 01 30 94 62 41 – contact@codes-emploi.fr - www.codes-emploi.fr

• Lahbib Eddaoudi, fondateur

• Najlaa Benyahia, directrice - T. 06 26 40 49 00 - direction@lfm-radio.com

Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition

Territoires rénovés - Territoires d'innovation

Nominé 2013 du prix « Insertion professionnelle »

parrainé par Terre Plurielle, fondation d'entreprise de Bouygues Construction

Pays de la Loire, Nantes (44) — Quartier Bellevue et Saint-Herblain

Structure : Des Femmes en Fil - Association

Date de création de l'association : 2009 – Date de lancement du projet : 2013

Projet : L'entrepreneuriat au féminin

Dans le cadre de la rénovation urbaine, l'association « Des Femmes en Fil » a ouvert, en avril 2013, un atelier-boutique de couture éthique sur la place Mendès-France, au cœur du pôle commercial du quartier Bellevue à Nantes. Cette implantation permet de réinvestir et d'embellir une place publique jusqu'alors désertée par les femmes, où régnaient des incivilités et un fort sentiment d'insécurité.

« Des Femmes en Fil » a été fondée en 2009, à l'initiative de Farida et Yasmina Abid. Après avoir créée, en 2005, leur marque de vêtements « Les Petites Mains », dans le quartier de Bellevue, elles ont décidé de faire de la confection textile un support d'insertion sociale et professionnelle. Avec 8 salariées (dont 6 couturières) et 6 bénévoles, « Des femmes en Fil » gère l'Atelier Textile Ethik et Solidaire (ATES) qui forme à la couture des femmes en difficultés dans une perspective de retour à l'emploi. Pour les particuliers et les entreprises, sont réalisés du travail à façon (confection sur commande), des retouches - une démarche éco-responsable, et du patronage (étude et réalisation de patrons et gabarits). Cet atelier d'insertion sociale et professionnelle repose sur une dynamique économique car la pédagogie s'appuie sur une production réelle. L'association organise également des ateliers hebdomadaires d'initiation et de perfectionnement à la couture, CREAMFIL, pour les habitantes des quartiers permettant ainsi de créer du lien social.

Implanté au cœur d'un quartier sensible, cet atelier-boutique se veut exemplaire en termes d'entrepreneuriat au féminin : il démontre aux habitants qu'il est possible d'entreprendre, de créer de la solidarité tout en générant de la valeur ajoutée. L'activité de l'association est redynamisée : l'atelier-boutique gagne en visibilité grâce à une vitrine créative et commerciale, et apporte un service de proximité jusqu'alors inexistant dans le quartier : la retouche, la couture et la vente de production d'articles textiles (vêtements, accessoires...).

L'impact économique est déjà positif. Le chiffre d'affaires de l'association est passé à 300 euros par semaine depuis l'ouverture. Un poste de retoucheuse a été créé pour une jeune femme du quartier Les Dervallières, élevant seule son enfant. Un poste de repasseuse est prévu. Trois femmes en situation précaire ont été embauchées. Fin 2014, l'effectif devrait passer à 10 salariés. Et à l'issue de leur passage à « Des Femmes en fil », deux femmes ont créé leur propre entreprise, et quatre vont intégrer des formations qualifiantes.

Des Femmes en Fil reçoit le soutien de collectivités locales (la Ville de Nantes, Nantes Métropole, la Région des Pays de la Loire et le Conseil général), de bailleurs sociaux (la Samo pour les locaux, Nantes Habitat), d'entreprises (Agence Opixido pour la communication, les Ets Maugin pour les machines à coudre, Les petites mains), d'associations (ATAO, chantiers d'insertion pour les meubles de la boutique)... L'Acse finance un contrat Adulte Relais et l'atelier CREAMFIL.

Contacts : Des Femmes en Fil

Place Mendès-France, Bellevue - 46 bd Winston Churchill – 44100 Nantes

T. 09 50 03 75 05 – desfemmesenfil@gmail.com - www.desfemmesenfil.org

- Farida Abid, présidente - T. 06 76 83 18 26

- Yasmina Abid - membre du conseil d'administration - T. 06 74 44 89 75

Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition

Territoires rénovés - Territoires d'innovation

Nominé 2013 du prix « Vie quotidienne et lien social »

parrainé par l'Union sociale pour l'habitat

Rhône-Alpes, Grenoble (38) — Quartiers : Mistral, Teisseire, Villeneuve, Village-Olympique

Structure : Ecole de la Paix – association

Date de création de l'association : 1998 - Date de création du projet : 2004

Projet : Prévenir les violences et agir pour la citoyenneté

L'École de la Paix, créée en 1998, travaille à la promotion d'une culture de la paix et du vivre ensemble. Avec 5 salariés, 30 bénévoles et 200 adhérents, elle organise des animations, des formations, des rencontres tout en développant un réseau de partenaires en France et dans le monde.

En accompagnement de la rénovation urbaine de trois quartiers grenoblois (Mistral, Teisseire et Villeneuve), tous situés en zone ANRU, l'École de la Paix mène une action éducative auprès des enfants en établissant des liens avec les adultes des quartiers.

A l'origine du projet, en 2004, ce sont des enseignants en école primaire du quartier de la Villeneuve à Grenoble qui ont sollicité les élus et les services de leur ville pour les accompagner sur la prévention des violences auprès des élèves de CM1 et CM2. L'École de la Paix a été choisie pour bâtir un projet d'intervention en lien avec les différents acteurs autour de l'enfant : enseignants, assistantes sociales, médecins scolaires... et des représentants de la Police nationale et la Justice. Ainsi, de la maternelle au collège, en passant par les cours moyens (CM1/CM2) et les structures socioéducatives du quartier, l'École de la Paix intervient pour apprendre aux enfants le respect de l'autre, des biens publics ou privés, leur faire découvrir la nécessité des règles et des lois pour vivre ensemble. Les interventions se font soit directement dans les classes ou structures socio-éducatives, à partir de diaporama (CM1/CM2), soit à partir d'exposition interactive (collège) soit en mettant à disposition des enseignants ou animateurs des outils pédagogiques (maternelle, 3 à 6 ans).

De cette expérience est né un dispositif de sensibilisation au vivre ensemble qui innove sur deux grands points. Il propose un ensemble d'outils et d'actions créés et expérimentés par l'association qui permettent d'inscrire la prévention dans un continuum éducatif (de la maternelle au collège et lycée en passant par les structures éducatives du quartier). Il traite aussi la prévention de la violence sur l'ensemble d'un territoire plutôt que sur un établissement.

En 2013/2014, après Villeneuve et Village-Olympique, ce projet se développe sur deux autres quartiers en rénovation urbaine, Mistral et Teisseire. L'objectif est de toucher 1 300 enfants.

Contacts : Ecole de la paix

22 rue Gérard Philipe, 38100 Grenoble

T. 04 76 63 81 41 – ecole@ecoledelapaix.org - www.ecoledelapaix.org

• Agnès Hugonin, vice-présidente - T. 06 87 54 57 08 - agnes.hugonin@wanadoo.fr

• Jean-Philippe Motte, conseiller municipal de Grenoble, vice-président de Grenoble Alpes

Métropole, chargé de l'habitat, du logement et des gens du voyage - T. 06 12 52 39 21 -

jean-philippe.motte@ville-grenoble.fr

Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition
Territoires rénovés - Territoires d'innovation

Nominé 2013 du prix « Vie quotidienne et lien social »
parrainé par l'Union sociale pour l'habitat

Languedoc-Roussillon, Carcassonne (11)

Quartiers : La Conte, Ozanam , La Roseraie, Le Viguier, Saint-Jacques, Grazaillles

Structure : 11bouge – association

Date de création de l'association : 2004 - Date de création du projet : 2011

Projet : « Quartiers en Fête ! » - Festival itinérant et gratuit sur Carcassonne

L'association 11bouge, installée dans le quartier de la Trivalle à Carcassonne depuis 2010, et agréée Jeunesse Éducation Populaire, gère la salle de musiques actuelles, le Chapeau Rouge (250 places). Avec une équipe de 7 salariés et 30 bénévoles, elle y organise plus de 40 concerts par an, accueille des musiciens en résidence et travaille en direction de tous les publics à travers de nombreuses actions de proximité décentralisées sur tout le territoire... elle est également relais départemental du Réseau Hip-Hop en Languedoc-Roussillon et coordonne à ce titre le développement et la structuration des cultures urbaines sur l'Aude : rap, graffiti, danse hip-hop, beatbox...

A la rencontre des habitants, elle organise des actions culturelles dans les quartiers : ateliers, rencontres, projections... pour sensibiliser le public - et en particulier le jeune public - aux pratiques culturelles, artistiques et citoyennes.

L'évènement « Quartiers en Fête ! » en est le point d'orgue depuis 2011. Festival annuel, itinérant et gratuit, sur trois week-ends de juin, il propose des performances artistiques, un village associatif, des scènes ouvertes, des ateliers et des concerts dans les quartiers La Conte, Ozanam, La Roseraie, Le Viguier, Saint-Jacques et Grazaillles. L'objectif est de fédérer les initiatives, valoriser les activités, décloisonner les territoires et les publics et de permettre aux habitants de mettre en avant leurs différentes cultures, en particulier celles liées à l'immigration. « Quartiers en Fête ! », c'est la diversité culturelle au service d'un projet commun, le vivre ensemble à Carcassonne !

En développant une telle offre culturelle, l'association 11bouge a insufflé une dynamique de travail en commun et de transversalité des projets. Elle implique les jeunes dans l'organisation des spectacles, les sensibilise au milieu associatif et à la conduite de projets. Elle favorise la mobilité spatiale et la diversité des publics, entre les quartiers et des quartiers vers le centre-ville, tout en créant des passerelles entre les temps péri, extra et hors scolaire. En partenariat avec les Centres sociaux et les associations de quartier, « Quartiers en Fête ! » a notamment le soutien de la Ville et de l'agglomération de Carcassonne, de l'Acse et de la DRAC ainsi que d'entreprises locales.

La dynamique de rénovation urbaine en œuvre dans les quartiers a facilité le travail de l'association, et notamment les rencontres avec les partenaires locaux mobilisés pour créer de nouveaux événements structurants et pérennes. Des petites associations de quartiers ont vu le jour, des ateliers pluridisciplinaires dans le quartier se sont ouverts, (danse, chant, sport...). Une démarche innovante dans la dynamique collective des acteurs de terrain - associatifs, politiques, culturels, économiques, qui œuvrent tous ensemble pour la réussite du projet. Une démarche innovante car « Quartiers en Fête ! » traduit depuis 3 ans l'articulation entre les métiers de la culture et ceux du social, l'articulation entre un projet culturel et une dynamique sociale au service des habitants !

Contact : 11bouge

18 rue des Chasseurs - 11000 Carcassonne

T. 04 30 34 47 93 - contact@11bouge.com - www.11bouge.com

• Franck Tanneau, directeur - T. 06 40 59 84 96 - direction@11bouge.com

Concours « S'engager pour les quartiers » 2013 - 3^e édition
Territoires rénovés - Territoires d'innovation

Nominé 2013 du prix « Vie quotidienne et lien social »
parrainé par l'Union sociale pour l'habitat

Ile-de-France, Montreuil (93) — Quartier : Bel Air-Grands-Pêcheurs

Structure : Rues et Cités – Association

Date de création de l'association : 1974 - Date de création du projet : 2014

Projet : Lutter contre l'illectronisme

Rues et Cités, implantée dans le quartier du Bel Air - Grands-Pêcheurs à Montreuil depuis 1974, lutte contre l'exclusion des habitants, des familles et des jeunes en leur proposant une aide dans la prise en charge de leurs démarches d'insertion sociale et professionnelle. Orientation vers des formations et des métiers, accompagnement pour rechercher un stage, un emploi, médiation pour maintenir un dialogue entre jeunes et habitants du quartier... les éducateurs de rue de l'association Rues et Cités (60 salariés et 10 bénévoles) veillent à ce que chacun trouve sa place.

Pour lutter contre l'illectronisme, ce nouveau processus d'exclusion que sont l'accès et l'usage des outils informatiques, Rues et Cités a décidé de créer une plateforme numérique dédiée, accessible par Internet à tous les habitants du quartier (ordinateurs, tablettes et mobiles) ou sans connexion (réseau local de mini-ordinateurs opensource). Le numérique est en effet un levier puissant d'information, de mobilisation, d'éducation, de formation, d'insertion et de reconquête du pouvoir d'agir.

La plateforme permettra l'accès à des informations sur l'actualité du quartier, les possibilités d'emploi, de formation et d'insertion, à partir des sites des acteurs et des associations locales. Elle proposera une mise en relation des habitants du quartier - co-producteurs de la plateforme - selon leurs centres d'intérêts, leurs envies de rencontre ou de partage de bons plans et de diffusion de bonnes pratiques.

Dans un contexte de rénovation du quartier qui a suscité l'intérêt des habitants à maximaliser les changements et à favoriser les manifestations de solidarités et d'entraides, cette plateforme numérique devrait voir le jour en novembre 2014. Sa réalisation s'inscrit dans une démarche d'Economie Sociale et Solidaire. Avec le soutien de la Ville de Montreuil, deux structures seront associées : les Compagnons du DEV qui feront le lien avec les habitants et les contenus, et Simplon.co qui mettra en place le dispositif technique. Ils emploieront des jeunes en contrats d'avenir et des stagiaires en formation professionnelle.

Cette première plateforme numérique est testée dans le quartier pilote du Bel Air-Grands-Pêcheurs. Elle devrait pouvoir être répliquée dans d'autres quartiers avec une même démarche de co-construction avec les habitants et le même outil technique.

Contacts : Rues et Cités

24 bd Paul Vaillant Couturier - 93100 Montreuil

T. 01 41 72 02 81 - direction@ruesetcites.fr

• Véronique Renard, directrice - T. 06 18 69 47 00

• Henri Fournet, président des Compagnons du DEV - T. 06 32 93 87 33

henri@les-compagnons-du-dev.org

Chiffres clés de la promotion 2013

Candidatures reçues : 187 / Dossiers éligibles : 170

Régions représentées : 23 régions dont 2 DOM (Guadeloupe et Martinique)

Départements représentés : 50 / Villes représentées : 78

« Quartiers ANRU » impactés par les projets : 198 (soit 40% des quartiers ANRU)

Dossiers par région/ quartiers impactés :

- 51 dossiers en Ile-de-France / 52 quartiers impactés
- 23 dossiers en Rhône-Alpes / 27 quartiers
- 14 dossiers en Pays-de-la-Loire / 11 quartiers
- 9 dossiers en PACA / 12 quartiers

Statut juridique des structures candidates :

- Association : 78%
- Collectivités locales : 7%
- Entreprises (statuts SARL, E.I., SCOP) : 9%
- Etablissements publics : 7%
- Autres : 2%

Nombre total de parties prenantes : 776 soit plus de 4 parties prenantes par projet

Types de structures des parties prenantes :

- 68 entreprises (17 en Ile-de-France, 14 en Rhône-Alpes, 13 en Poitou-Charentes)
- 130 collectivités locales (30 en Ile-de-France, 16 en Pays-de-la-Loire, 16 en Rhône-Alpes)
- 34 institutions (10 en Rhône-Alpes)
- 39 établissements scolaires (13 en Ile-de-France)
- 230 associations (56 en Ile-de-France, 38 en Rhône-Alpes, 15 dans le Languedoc-Roussillon)
- 114 établissements publics (24 en Ile-de-France, 22 en PACA, 17 en Rhône-Alpes)
- 161 autres

Temps moyen de gestation des projets : 1 an et plus (pour plus de 50% des projets)

Budget moyen des projets : 198 000 euros

Principaux secteurs d'activités des porteurs de projets :

- 26% dans le secteur de la médiation (précarité, logement, éducation budgétaire...)
- 18% dans le secteur de l'accompagnement (parrainage, insertion professionnelle...)
- 16% dans le secteur de l'animation socioéducative (rencontres, débats, animations...)
- 16% dans le secteur de la culture (théâtre, audiovisuel, arts...)

Concours S'engager pour les quartiers

Révéléateur d'innovations en synergie avec la Politique de la ville

La Politique de la Ville vit une période charnière. Un nouveau souffle est marqué par la seconde phase du PNRU, dont l'une des caractéristiques est d'accroître la participation des habitants. Aujourd'hui, il est important de concentrer les moyens et de soutenir les forces vives qui participent à la transformation des quartiers. Pour cela, il faut repérer et analyser ces projets qui fonctionnent pour dans un second temps les modéliser puis les essayer dans d'autres quartiers.

Le Concours « S'engager pour les quartiers » s'inscrit dans cette démarche de promotion des innovations sociales des quartiers et souhaite contribuer à leur déploiement.

Initié en 2011 par la Fondation FACE et l'ANRU, le Concours « S'engager pour les quartiers » identifie et récompense chaque année des projets pérennes, innovants et facteurs de renouveau économique et social dans les quartiers rénovés ou en cours de rénovation urbaine.

Après deux éditions, le Concours met en œuvre en 2013 l'un de ses objectifs majeurs qui est de mesurer la capacité d'essaimage et de déploiement des projets primés. Une étude-action est initiée par FACE et l'ANRU, en novembre 2013, pour interroger les lauréats sur les leviers de réussite et les critères de pérennité de leurs projets.

Cette étude-action vise à modéliser la réussite des projets récompensés et étudier les conditions d'essaimage dans d'autres quartiers afin d'en démultiplier l'impact durablement.

Enjeux de l'étude-action Concours S'engager pour les quartiers 2013

- **Identifier** les compétences clés pour porter un projet dans un quartier ANRU
- **Repérer** les acteurs incontournables à l'émergence et à la mise en œuvre du projet
- **Mettre en évidence** les points de vigilance ayant pu ralentir le développement de l'action
- **Interroger** l'impact de la rénovation urbaine dans la réalisation des projets
- **Identifier** des leviers d'actions pour pérenniser/accroître l'implication des entreprises
- **Comprendre** le lien de corrélation entre le constat social et l'activité économique
- **Outils** et susciter l'envie de reproduire ce type de projets. En interroger le potentiel de modélisation

L'étude est menée en partenariat avec MUSE D. Territoires.

« Cette agence de conseil contribue par son expertise à concilier harmonie sociale et développement. Spécialisée dans le développement local et la RSE, MUSE D.

Territoires accompagne les décideurs publics et privés pour réussir des projets complexes et pluri acteurs. A la croisée du laboratoire de recherche et de l'agence de communication, elle propose plus que du conseil : son credo, inspirer, co-construire et pérenniser des projets locaux où la participation, l'intelligence collective et la coopération sont au cœur ».

Des leviers communs générateurs de richesses

L'étude-action a permis d'interroger les 8 lauréats des éditions 2011 et 2012 par des entretiens exploratoires au travers des 4 items suivants :

▪ **Rénovation urbaine et dynamique locale**

Le concours « S'engager pour les quartiers » démontre chaque année que le projet de rénovation urbaine est une opportunité pour redonner aux quartiers l'attractivité nécessaire à l'émergence et à la pérennisation d'innovation sociale et d'investissements économiques ciblés.

▪ **Gouvernance, expertise et management de projet**

Le montage, la réalisation, l'animation et l'évaluation des projets lauréats découlent d'une forme de gouvernance, d'une expertise affirmée et d'un mode de management.

▪ **Modèle économique et hybridation des ressources**

Réfléchir au modèle économique dès l'amont dans la conception du projet apporte une valeur ajoutée décisive pour l'avenir de celui-ci. Cette réflexion passe par l'association des acteurs économiques publics et privés dans la réalisation d'un diagnostic partagé, des attentes et contraintes du projet pour favoriser l'hybridation des ressources.

▪ **Parties prenantes et mixité fonctionnelle dans la gestion et la réalisation du projet**

Les formes de mixité fonctionnelle impliquant à la fois les acteurs privés (entreprises) et les acteurs publics (Etat, Ville...) sont des conditions déterminantes dans la réussite du projet.

Un focus sur la place et le rôle des entreprises sera réalisé : quels sont les facteurs clés de mobilisation des entreprises ? Par ailleurs, quelles représentations les porteurs de projets entretiennent vis-à-vis des entreprises ? Comment sont-elles perçues en tant que parties prenantes ou partenaires potentiels ?

2014 — Résultats et perspectives de développement

- Les résultats de l'étude-action seront diffusés en janvier 2014 par FACE et l'ANRU
- Un travail collaboratif avec les lauréats sera mené pour définir les formes de modélisation et d'essaimage des projets candidats
- Une expérimentation d'essaimage sera initiée en 2014 avec les partenaires du Concours



Le projet, promoteur d'innovations sociales des territoires, est soutenu par le Fonds Social Européen